

Objectif Oman

Novembre 2020



FAITS SAILLANTS

- *Oman dévoile son plan de consolidation budgétaire pour la période 2020-2024*
- *L'inflation reste en territoire négatif à la fin du 3^e trimestre 2020*
- *Hydrocarbures : DRPIC suspend son projet de complexe pétrochimique à Duqm*
- *Electricité : OETC lance la première phase d'interconnexion des réseaux électriques Nord et Sud*

CLIMAT DES AFFAIRES

Point de situation sur la gestion de la crise sanitaire du Covid-19

Le Sultanat d'Oman comptait officiellement 123 908 cas de Covid-19 recensés pour 1430 décès au 30 novembre. L'épidémie semble évoluer selon une dynamique favorable, avec des indicateurs journaliers en décline lente mais régulière (environ 220 nouveaux cas quotidiens et 100 lits de réanimation occupés). Les autorités omanaises ont indiqué travailler à l'élaboration d'un « plan vaccinal national », en liaison avec plusieurs laboratoires (*Pfizer, Oxford - Astra Zeneca, Moderna*) et la *Vaccine Alliance* (GAVI). La frontière terrestre avec les Emirats Arabes Unis a par ailleurs été officiellement rouverte le 16 novembre. Toute personne arrivant par cette voie doit toutefois respecter le même protocole sanitaire que pour les arrivées par voie aérienne. La *Royal Oman Police* (ROP) a également annoncé la reprise de la délivrance des visas de travail et de résidence, ainsi que celle des visas de tourisme, mais uniquement pour les voyages en groupe organisés par des tour-opérateurs ou des hôtels. La plupart des activités sont désormais rouvertes (musée, cinéma, plage, etc.) et les administrations ont été autorisées à accueillir l'ensemble de leurs employés dès le 6 décembre. A noter enfin que les autorités omanaises auraient reçu près de 20 000 demandes de départ dans le cadre de la procédure d'« *exit scheme* », qui permet jusqu'à la fin de l'année aux travailleurs expatriés en situation irrégulière – dans le cas d'un visa de travail expiré par exemple – de quitter le territoire sans devoir s'acquitter de pénalités financières.

Assurance santé obligatoire : les autorités dévoilent le calendrier de déploiement de la plateforme Dhamani

La *Capital Market Authority* (CMA), autorité de régulation du secteur de l'assurance et des marchés de capitaux du Sultanat, a présenté plus en détail le calendrier de déploiement de la plateforme informatique associée au nouveau système d'assurance santé obligatoire pour les employés du secteur privé « *Dhamani* ». Développée par la société omanaise *Infoline LLC*, la plateforme sera déployée en trois phases successives qui s'étendront sur une durée totale de vingt-cinq mois. Débutée en octobre 2020, la première phase devrait durer neuf mois et vise notamment à mettre en relation les établissements de santé et les compagnies d'assurance. La seconde phase, déployée durant les huit mois suivants, permettra en particulier le paiement en ligne des prestations. Enfin la dernière phase, d'une durée de huit mois également, prévoit la mise en

œuvre de formations et de fonctionnalités supplémentaires (module de *Business Intelligence*, etc.). Pour mémoire, la généralisation de la couverture santé au sein du secteur privé devrait porter le nombre de bénéficiaires de 500 000 à plus de 2 millions et entraîner dès lors une forte croissance des primes d'assurance santé (434 M USD en 2019, soit 34,3% des primes collectées).

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Oman dévoile son plan de consolidation budgétaire pour la période 2020-2024

Le ministère des Finances a dévoilé son plan de consolidation budgétaire à moyen-terme (« *Tawazun 2020-2024* »). Attendu depuis plusieurs mois, ce plan vise officiellement à assurer la pérennité financière du Sultanat d'Oman en favorisant les conditions d'un retour à l'équilibre budgétaire du pays. De manière plus pragmatique, le plan doit aussi permettre de rassurer les observateurs étrangers et d'éviter de nouvelles dégradations de la note souveraine omanaise afin de préserver la capacité du Sultanat à se financer sur les marchés internationaux de la dette. Pour ce faire, le plan s'articule autour de cinq piliers distincts.

Le premier pilier, consacré au « *soutien à la croissance économique* », compte un certain nombre de mesures destinées à améliorer le climat des affaires et à stimuler les investissements domestiques et étrangers. Dans le détail, les autorités prévoient notamment l'usage étendu des procédures électroniques pour l'enregistrement des entreprises et la délivrance de licences commerciales (via la plateforme « *Invest Easy* »), des initiatives de soutien au marché immobilier (réduction de taxes notamment) et une « *plus grande flexibilité* » sur le marché du travail. Surtout, les autorités annoncent une exemption de visas pour les touristes de plus de cent pays, sans précision de calendrier toutefois.

Le second pilier, dédié à la « *diversification des revenus* », prévoit de développer les recettes issues des investissements publics – l'amélioration de la rentabilité et de la gouvernance des actifs contrôlés par l'*Oman Investment Authority* doit à ce titre permettre une hausse des dividendes versés –, de renforcer le processus de collecte fiscale (recrutement et formation au sein de l'administration fiscale, amélioration du registre des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, révision du régime de *withholding tax*, etc.) et d'introduire la TVA en 2021 (voir lettre *Objectif Oman* d'octobre 2020). Le projet de création d'un impôt sur les revenus, notamment les plus hauts, est également abordé dans le plan, pour une possible entrée en vigueur en 2022.

Le troisième pilier traite de « *l'efficacité et de la rationalisation des dépenses* ». Outre les économies d'échelle attendues suite à la récente restructuration des entités gouvernementales (voir lettre *Objectif Oman* de juillet-août 2020), le plan insiste sur la réduction des dépenses opérationnelles via notamment la révision des pratiques en matière d'achats publics. Concernant les investissements, le plan confirme la volonté des autorités de se concentrer sur le maintien des infrastructures essentielles. Les nouveaux projets seront dès lors évalués à l'aune de leur apport pour le développement économique du pays. Enfin, le plan évoque une possible réduction des subventions publiques pour l'électricité et l'eau (coût annuel estimé à environ 2,6 Md USD), qui pourraient à terme n'être réservées qu'aux seuls ménages omanais « *les plus vulnérables* ».

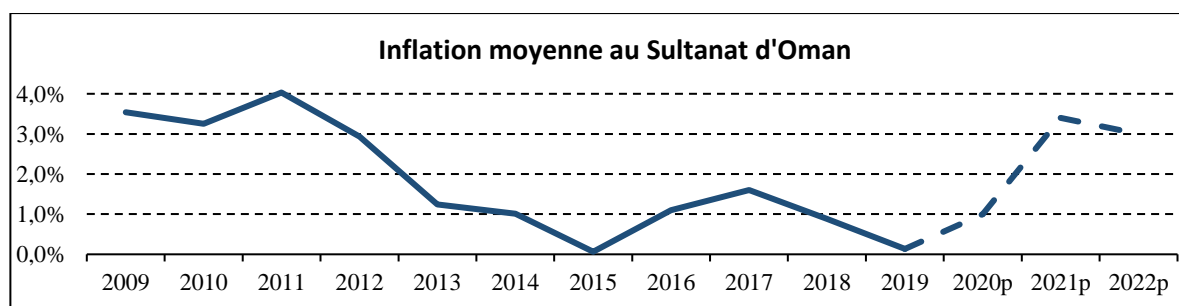
Beaucoup moins développés, les quatrième et cinquième piliers portent respectivement sur la « *mise en place d'un filet de protection sociale* » – la création d'un système d'indemnisation chômage (voir lettre *Objectif Oman* de juillet-août 2020) n'est étrangement pas évoquée – et sur « *la gestion et la gouvernance des finances publiques* ». Ces cinq piliers doivent *in fine* concourir selon le ministère des Finances à une réduction graduelle du déficit budgétaire de 15,8% du PIB en 2020 [N.B. : 18,7% selon les dernières prévisions du FMI] à « seulement » 1,7% du PIB en 2024. Pour ce faire, les autorités prévoient une hausse des recettes de près de 41% en valeur sur 4 ans et la stabilité concomitante des dépenses (toujours en valeur).

Au final, si le plan de consolidation budgétaire met l'accent sur les mesures destinées à diversifier les sources de recettes publiques (dividendes, TVA, impôt sur le revenu, etc.), la part des recettes non-pétrolières dans le budget ne devrait finalement progresser « que » de 7 points en 4 ans (de 28% en 2020 à 35% en 2024) selon les autorités elles-mêmes et demeurer minoritaire. Dès lors, la trajectoire de retour à l'équilibre

budgétaire, construite sur une forte et rapide augmentation des recettes, restera tributaire de l'évolution des revenus issus de la rente pétrogazière. On notera par ailleurs que le plan ne mentionne pas les privatisations d'actifs étatiques comme source possible de revenus complémentaires.

L'inflation reste en territoire négatif à la fin du 3^e trimestre 2020

Selon les données du Centre national pour l'information statistique *NCSI*, l'inflation moyenne a atteint -0,7% sur les neuf premiers mois de 2020 (par rapport aux neuf premiers mois de 2019). Dans le détail, cette baisse générale des prix a été favorisée par le fort recul des prix des transports (19,2% de l'indice général des prix à la consommation), en repli de -4,8%, et par la baisse plus limitée des prix de l'immobilier, de l'eau, de l'électricité et du gaz (26,5% de l'indice en cumulé), à -0,5% sur cette même période. Tirés par les hausses des prix des boissons non-alcoolisées (+8,8%) – conséquence notamment de l'introduction dès juin 2019 de droits d'accise (« *sin tax* ») sur les boissons énergisantes (100%) et les boissons gazeuses (50%) –, des légumes (+8,5%) et des fruits (+4%), les prix de l'alimentation (23,9% de l'indice) ont progressé pour leur part de +1,7% en moyenne. A noter que l'alcool, désormais soumis à des droits d'accise de 100%, n'est pas pris en compte dans le calcul de l'indice général des prix à la consommation. Selon le FMI, l'inflation moyenne devrait s'établir à +1% en 2020 (après +0,1% en 2019), puis accélérer à +3,4% en 2021 dans le sillage de l'introduction d'une TVA à 5% au mois d'avril et de l'éventuelle révision de la politique de subventionnement des tarifs de l'eau et de l'électricité (voir *supra*).



Source : FMI

INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydrocarbures : DRPIC suspend son projet de complexe pétrochimique à Duqm

Duqm Refinery & Petrochemical Industries Company (DRPIC), coentreprise entre le groupe omanais *OQ* et *Kuwait Petroleum International*, a annoncé le 3 novembre la suspension des travaux de conception du complexe pétrochimique associé à la future raffinerie de Duqm. L'entreprise indique vouloir prendre le temps de réévaluer la pertinence et la rentabilité d'un tel projet, évalué à 7 Md USD, dans le contexte de la crise du Covid-19 et des prix bas des hydrocarbures. Pour mémoire, l'entreprise britannique *Wood Group*, secondée par le bureau d'étude australien *Worley*, avait été désignée en juin 2019 pour mener la phase de conception *FEED (Front end engineering and design)*. La décision finale d'investissement était initialement attendue courant 2021 et l'entrée en service de l'usine prévue en 2025. *DRPIC* a toutefois précisé que la construction de la raffinerie (230 000 barils par jour) suivait son cours et atteignait 72% de complétion, en phase avec le calendrier du projet qui prévoit une mise en service fin 2021. Egalement porté par *OQ*, le complexe pétrochimique *Liwa Plastics (LPIC)* de Sohar devrait pour sa part entrer en phase de production commerciale début 2021, portant ainsi la production omanaise de polyéthylène et polypropylène à 1,4 million de tonnes par an, contre 0,4 m t/an auparavant. A noter par ailleurs que le Vice-ministre de l'Énergie et des minéraux, Salim bin Nasser al-Aufi, a confirmé mi-novembre l'abandon du projet d'usine *GTL (Gas-to-Liquid)* envisagé par *Shell* à Duqm, en raison de doutes persistants sur la rentabilité du projet (voir lettre *Objectif Oman* de juin 2020).

Electricité : OETC lance la première phase d'interconnexion des réseaux électriques Nord et Sud

Oman Electricity Transmission Company (OETC), l'entreprise d'Etat en charge du réseau de transmission électrique du Sultanat et désormais détenue à hauteur de 49% par l'entreprise chinoise *State Grid Corporation* (voir lettre *Objectif Oman* de décembre 2019-janvier 2020), a annoncé la signature de plusieurs contrats en vue du lancement de la première phase du projet d'interconnexion des réseaux électriques Nord et Sud du pays (projet « *Rabt* »). Cette première phase, dont le coût d'investissement est estimé à 183 M OMR (476 M USD), vise d'abord à connecter le réseau Nord *Main Interconnected System* (MIS) aux réseaux électriques propres du pétrolier PDO et de la zone économique spéciale de Duqm, ainsi qu'au réseau des zones rurales Tanweer dans la région d'Al Wusta. Cette interconnexion devrait notamment permettre à PDO et aux industries de Duqm de réduire leur recours à l'électricité générée à partir de gaz et de diesel au profit de l'électricité fournie par le MIS (8 GW disponibles pour un pic de demande de seulement 7 GW en 2019). Le raccordement de la région d'Al Wusta s'inscrit pour sa part dans le cadre de la stratégie nationale pour les énergies renouvelables, la région étant considérée par les autorités comme l'une des plus propices au développement du solaire et de l'éolien. La seconde phase du projet *Rabt* prévoit de raccorder le MIS au réseau *Dhofar Power System* dans le sud du pays.

Ciment : point de situation sur les grands projets en cours

Raysut Cement Company, premier producteur de ciment du Sultanat, a débuté les travaux de construction à Duqm d'une nouvelle unité de broyage de ciment capable de générer un million de tonnes de ciment par an. Estimé à 30 M USD, ce projet doit permettre de porter la production annuelle du groupe privé à 7,4 millions de tonnes. Majoritairement contrôlé par l'état omanais, *Oman Cement Company* est engagé pour sa part dans une stratégie de modernisation et de dégoulottage (« *debottlenecking* ») de son usine de Misfah, située dans le gouvernorat de Mascate, d'où provient l'essentiel de sa production actuelle de ciment (env. 3,6 millions de tonnes par an). Le groupe devrait en outre annoncé début 2021 le choix du développeur retenu pour la fourniture clé en main d'une nouvelle cimenterie intégrée dans la zone économique spéciale de Duqm. Six candidats auraient répondu à l'appel d'offres lancé en janvier 2020 selon la revue spécialisée *MEED* : *Bahwan Engineering Company* (Oman), *China National Building Materials* et *Sinoma International Engineering Company* (Chine), *KHD Humboldt Wedag* et *Thyssenkrupp* (Allemagne), *FLSmidth* (Danemark). Estimée à 228 M USD, la future usine sera opérée par *Al Sahawa Cement Company*, filiale d'*Oman Cement Company* spécialement créée pour le projet, et devrait disposer d'une capacité de production de 5 000 tonnes par jour. L'entrée en production – partielle – de la cimenterie est envisagée à la fin 2021. Enfin, *Duqm Cement Projects International*, filiale du groupe *Seven Seas Company*, a annoncé sa volonté de développer, également à Duqm, une cimenterie d'une capacité de 10 000 t/j pour un investissement estimé à 435 M USD.

Télécoms : Oman ICT Group prépare le déploiement de la fibre optique en dehors de Mascate

La holding publique *Oman ICT Group* envisage d'introduire en bourse en 2023 – sur le *Muscat Securities Market* – une part minoritaire du capital de sa filiale *Oman Broadband* pour financer la seconde phase de son plan de développement du réseau internet haut-débit en Oman. Cette nouvelle phase vise principalement à déployer la fibre optique en dehors du gouvernorat de Mascate, notamment dans des zones moins rentables. *Oman ICT Group*, qui estime les investissements nécessaires à près de 78 M USD, indique que les besoins de financement pourraient être couverts pour moitié par le groupe lui-même et pour moitié par la *Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII)*. Pour mémoire, la *BAII* avait accordé à *Oman Broadband* en 2017 un prêt de 152 M USD pour financer la première phase du plan de déploiement de la fibre optique, qui prévoit de raccorder 406 000 foyers et entreprises d'ici la fin 2021. La direction d'*Oman ICT Group* n'exclurait toutefois pas de recourir également en partie à un financement de type partenariats public-privé.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Pablo Nivon, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes

Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>